

Convention collective

IDCC : 1576. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, ÉLECTRIQUES,
ÉLECTRONIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES
(CHER)**

(15 janvier 1990)

(Bulletin officiel n° 1990-7 bis)

(Etendue par arrêté du 18 octobre 1990,
Journal officiel du 14 novembre 1990)

■ *Journal officiel* du 27 mars 2008

Arrêté du 20 mars 2008 portant extension d’avenants à la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques, électroniques, connexes et similaires du Cher (n° 1576)

NOR : MTST0807235A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l’arrêté du 18 octobre 1990 et les arrêtés successifs, notamment l’arrêté du 27 juin 2007, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques, électroniques, connexes et similaires du département du Cher du 15 janvier 1990 et de textes la modifiant et complétant ;

Vu l’avenant du 5 décembre 2007 relatif à la garantie annuelle territoriale de rémunération effective à la convention collective susvisée ;

Vu l’avenant du 5 décembre 2007 relatif à la valeur du point à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d’extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l’avis publié au *Journal officiel* du 9 février 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l’enquête ;

Vu l’avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l’article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques, électroniques, connexes et similaires du département du Cher du 15 janvier 1990, tel qu'étendu par arrêté du 18 octobre 1990, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de :

- l'avenant du 5 décembre 2007 relatif à la garantie annuelle territoriale de rémunération effective à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 133-12-3 du code du travail ;
- l'avenant du 5 décembre 2007 relatif à la valeur du point à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 133-12-3 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 mars 2008.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte des avenants susvisés a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/4, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.